



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

**9715<sup>e</sup>** séance

Jeudi 29 août 2024, à 15 heures

New York

*Provisoire*

<i>Président :</i>	M. Kanu . . . . .	(Sierra Leone)
<i>Membres :</i>	Algérie . . . . .	M. Gaouaoui
	Chine . . . . .	M. Geng Shuang
	Équateur . . . . .	M. Montalvo Sosa
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M. Wood
	Fédération de Russie . . . . .	M. Polyanskiy
	France . . . . .	M. de Rivière
	Guyana . . . . .	M <sup>me</sup> Persaud
	Japon . . . . .	M. Yamazaki
	Malte . . . . .	M. Camilleri
	Mozambique . . . . .	M. Fernandes
	République de Corée . . . . .	M. Hwang
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Kariuki
	Slovénie . . . . .	M. Žbogar
	Suisse . . . . .	M <sup>me</sup> Baeriswyl

## Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 15 heures.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M<sup>me</sup> Joyce Msuya, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence par intérim ; et le docteur Michael Ryan, Directeur général adjoint et Directeur exécutif chargé des urgences sanitaires à l'Organisation mondiale de la Santé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M<sup>me</sup> Msuya.

**M<sup>me</sup> Msuya** (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de présenter au Conseil de sécurité un exposé sur la situation humanitaire à Gaza.

Je voudrais tout d'abord, à l'instar du Secrétaire général, exprimer ma profonde inquiétude face à la détérioration récente de la situation en Cisjordanie occupée et appeler à la cessation immédiate de ces opérations.

La situation à Gaza est plus que désespérée. Depuis le 7 octobre 2023, nous avons présenté au Conseil plus d'une douzaine d'exposés sur les souffrances inadmissibles des civils, femmes, hommes et enfants. Nous avons informé à plusieurs reprises les membres du Conseil du nombre effroyable de morts, de blessés et de destructions, qui soulève de vives préoccupations quant au respect du droit international humanitaire. À ce jour, plus de 1 000 personnes ont été tuées en Israël, y compris le 7 octobre 2023, et 108 otages sont toujours en captivité. Leurs conditions de vie et le traitement qui leur est réservé sont très préoccupants. Selon le Ministère de la santé de Gaza, plus de 40 000 personnes ont été tuées et plus de 93 000 blessées à Gaza – dont un grand nombre de femmes et d'enfants – et il y a plus de 17 000 enfants palestiniens non accompagnés ou qui ont été séparés de leurs parents ou tuteurs. Les informations concernant les mauvais traitements infligés aux détenus palestiniens en Israël se multiplient.

Nos opérations humanitaires, qui étaient déjà en péril, se heurtent à des difficultés sans précédent. La semaine dernière, nos équipes ont été déplacées et ont

essuyé des tirs. Nous avons perdu des bureaux et des entrepôts, et nos réserves limitées continuent de s'amenuiser. Il y a deux jours, des collègues du Programme alimentaire mondial ont essuyé des tirs alors qu'ils se trouvaient à bord d'un véhicule qui portait les insignes de leur organisation et n'ont survécu que par chance. Nous ne pouvons pas planifier plus de 24 heures à l'avance car nous avons du mal à savoir quelles fournitures nous aurons, quand nous les aurons et où nous pourrions les livrer. On ne peut pas compter uniquement sur la chance et l'espoir pour assurer la survie de 2,1 millions de personnes.

Les ordres d'évacuation émis par l'armée israélienne se sont multipliés, avec de graves conséquences pour les civils. Depuis le début du mois, 16 ordres ont été émis. Rien qu'entre le 19 et le 24 août, cinq ordres de ce type ont été émis, soit le plus grand nombre d'ordres émis en une seule semaine depuis le début de la crise. Ces ordres concernent 250 000 personnes dans 33 quartiers de Deïr el-Balah, Khan Younès et du nord de la bande de Gaza. Des dispensaires, des puits, une usine de dessalement et un réservoir d'eau, ainsi que l'hôpital Aqsa, l'un des derniers grands hôpitaux en activité à Gaza, sont tous concernés par les ordres d'évacuation les plus récents. La production d'eau à Deïr el-Balah a été réduite d'environ 85 %. L'ordre d'évacuation émis le 25 août a entraîné le plus grand déplacement du personnel des Nations Unies depuis que nous avons été contraints de quitter le nord de la bande de Gaza en octobre 2023. Les ordres émis ces derniers jours concernent environ 200 membres du personnel ont été touchés, ainsi que neuf logements de l'ONU, quatre entrepôts de l'ONU et six logements appartenant à des organisations non gouvernementales. Plus de 88 % du territoire de Gaza a fait l'objet d'un ordre d'évacuation à un moment ou à un autre. Les populations vivent dans un état d'incertitude, ne sachant jamais quand sera émis le prochain ordre les invitant à fuir. Les civils sont contraints de s'entasser dans une zone de plus en plus restreinte, qui ne représente plus que 11 % du territoire de Gaza.

Il est difficile de trouver des mots pour décrire les énormes difficultés auxquelles se heurtent les populations pour trouver un abri et d'autres biens de première nécessité. Chaque mètre carré de terrain disponible est utilisé pour construire des abris. Des campements temporaires ont même été construits sur la plage, au bord de l'eau. Les ordres d'évacuation semblent aller à l'encontre des exigences du droit international humanitaire. Par conséquent, c'est avec un certain soulagement que nous avons appris ce matin qu'à la suite des appels lancés par l'ONU et les États Membres, l'armée israélienne a annulé les ordres concernant trois pâtés de maisons dans les quartiers sud de

Deïr el-Balah. C'est la première fois que des ordres d'évacuation sont annulés depuis le début du conflit. Nos équipes essaient de confirmer si nous pouvons retourner dans les locaux que nous avons dû quitter le 25 août.

Les civils ont faim. Ils ont soif. Ils sont malades. Ils sont sans abri. Ils ont été poussés au-delà des limites de l'endurance, au-delà de ce qu'un être humain devrait supporter. L'ONU et ses partenaires humanitaires continuent de faire ce qu'ils peuvent sous la direction du Coordonnateur des opérations humanitaires, M. Muhanad Hadi. Nous restons sur le terrain, et nous continuons de planifier du mieux que nous pouvons dans ces circonstances extrêmes. Malgré des stocks insuffisants, nos partenaires continuent de fournir une assistance et des services de protection. Il s'agit notamment d'une aide alimentaire, des consultations médicales et, lorsque c'est possible, du matériel de construction d'abris. Au milieu des décombres, ils créent également des espaces d'apprentissage pour les enfants.

Comme nous le dira mon collègue le docteur Ryan, Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale de la Santé, la communauté humanitaire travaille sans relâche pour enrayer la propagation de la poliomyélite, une maladie dont le monde pensait qu'elle avait été endiguée. Israël a facilité l'entrée de tous les vaccins antipoliomyélitiques demandés, ainsi que du matériel nécessaire pour mettre en œuvre une campagne d'immunisation. Le plus important maintenant est de garantir la sécurité et l'accès nécessaires pour que cette campagne soit menée efficacement. Je n'ai pas besoin de dire aux membres du Conseil que ce serait une véritable catastrophe si nous n'arrivons pas à contenir cette maladie évitable – une maladie qui ne connaît pas de frontières. Il faut que cet accès soit également garanti pour toutes les fournitures et tous les services vitaux à Gaza. Nous saluons les efforts inlassables que déploie la Coordonnatrice de haut niveau de l'action humanitaire et de la reconstruction et les échanges qu'elle mène avec les États de la région et le Gouvernement israélien pour rationaliser l'aide à Gaza dans le cadre de la résolution 2720 (2023), ainsi que son plaidoyer en faveur de la sûreté et de la sécurité des travailleurs humanitaires et d'un environnement propice à l'intensification des opérations humanitaires.

Ce dont nous avons été témoins au cours des 11 derniers mois, et ce dont nous continuons d'être témoins, remet en question l'attachement du monde à l'ordre juridique international qui a été conçu pour prévenir de telles tragédies. Cela nous oblige à nous demander ce qu'il est advenu de notre sens fondamental d'humanité. Face à cette souffrance humaine intolérable, il faut que le Conseil de sécurité et tous les États Membres agissent. Cela est d'autant plus urgent que les tensions s'exacerbent

dangereusement dans d'autres parties du Territoire palestinien occupé et dans la région.

Nous devons respecter strictement le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme. Tous les otages doivent être libérés sans conditions. Les civils doivent être protégés et leurs besoins essentiels doivent être satisfaits, notamment en garantissant l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire dans toute la bande de Gaza. Nous appelons les membres du Conseil et tous les États Membres à utiliser les moyens de pression dont ils disposent pour garantir le respect du droit international, lutter contre l'impunité et parvenir à une cessation immédiate des hostilités et à un cessez-le-feu durable à Gaza.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Msuya de son exposé.

Je donne maintenant la parole au docteur Ryan.

**Le docteur Ryan** (*parle en anglais*) : Cela fait 11 mois que la violence dure. Plus de 1 500 personnes ont été tuées en Israël et 107 otages n'ont pas encore été libérés. Plus de 40 000 personnes ont été tuées à Gaza et plus de 600 en Cisjordanie. Ce conflit qui continue de faire rage a des conséquences considérables sur la santé et le bien-être des populations palestinienne et israélienne, ainsi que sur l'ensemble de la région. Faute d'interventions de santé publique les plus élémentaires à Gaza depuis 11 mois, on assiste à la propagation de maladies, y compris, malheureusement, à la résurgence de la poliomyélite. Le premier cas a été confirmé après 25 ans d'une Palestine exempte de poliomyélite. Ce bébé de 10 mois est né pendant la guerre et n'a jamais été vacciné.

La communauté internationale a accompli des progrès considérables dans la lutte contre cette maladie depuis le lancement de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite en 1988, la poliomyélite devant être seulement la deuxième maladie jamais éliminée par l'humanité sur la planète. Grâce à l'administration généralisée du vaccin antipoliomyélitique, les cas de poliovirus sauvage ont chuté de 99,9 % et deux des trois souches de poliovirus sauvage ont été éliminées. Toutefois, le conflit à Gaza a entraîné une résurgence de la variante circulante du poliovirus de type 2 – les membres du Conseil entendent le terme cVDPV2 – qui menace de réduire à néant des décennies de progrès. L'épidémie qui sévit actuellement à Gaza nous rappelle brutalement la rapidité avec laquelle les maladies infectieuses peuvent réapparaître lorsque les systèmes de santé sont compromis. De nombreuses autres maladies se propagent, tandis que nos capacités collectives de prévention, de détection et de réaction continuent d'être entravées.

Nous saluons l'engagement en faveur de pauses humanitaires par zones et la suspension des ordres d'évacuation pour la mise en œuvre d'une campagne de vaccination contre la poliomyélite en deux temps, qui doit débiter le 1<sup>er</sup> septembre dans la bande de Gaza. Au cours de chaque phase de la campagne, le Ministère palestinien de la Santé, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'UNICEF, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et d'autres partenaires, administrera deux gouttes du nouveau vaccin antipoliomyélique oral de type 2, ou nOPV2, préqualifié par l'OMS, à plus de 640 000 enfants âgés de moins de 10 ans. La première campagne se déroulera par étapes, en commençant par le centre de Gaza, puis le sud de Gaza et enfin le nord de Gaza, chaque zone étant couverte pendant trois jours. L'accord conclu témoigne de notre engagement collectif à surmonter les obstacles et à protéger chaque enfant de la poliomyélite.

Nous soulignons qu'il est absolument indispensable que toutes les parties respectent les engagements pris. Au total, 1,26 million de doses de vaccins et 500 porte-vaccins ont été livrés à Gaza, et 400 000 doses supplémentaires devraient arriver prochainement. Plus de 2 000 agents de santé et travailleurs de proximité ont été formés pour administrer les vaccins et informer les populations sur la campagne. Une couverture d'au moins 90 % est nécessaire à chaque phase de la campagne afin d'arrêter l'épidémie et de prévenir sa propagation à l'échelle internationale.

En raison de l'insécurité, des dégâts causés aux routes et aux infrastructures, des déplacements constants de population et des conditions d'opération très contraignantes, il est peu probable qu'une campagne de trois jours seulement dans chaque zone suffise à assurer une couverture vaccinale adéquate. La couverture vaccinale sera contrôlée tout au long de la campagne et il a été convenu que l'opération serait prolongée d'un jour chaque fois que cela serait nécessaire pour vacciner tous les enfants. D'après notre expérience, nous savons qu'un ou deux jours supplémentaires sont souvent nécessaires pour obtenir une couverture suffisante. Les pauses permettront aux enfants, aux familles et aux agents de santé de se déplacer en toute sécurité, ce qui garantira une administration efficace des vaccins dans toutes les zones.

La sécurité de chacun des 2 180 vaccinateurs doit être garantie. Elle est fondamentale. Nous demandons instamment à toutes les parties d'assurer leur protection ainsi que celle des établissements de santé, des enfants et de leurs familles.

L'épidémie de poliomyélite s'inscrit dans le cadre d'une catastrophe sanitaire beaucoup plus vaste. Au 25 août, seuls 44 % des 132 centres de soins de santé primaires fonctionnaient. Seuls 17 des 36 hôpitaux fournissent des services, et ceux-ci ne que partiellement opérationnels. Le fonctionnement des systèmes de santé est compromis par les dégâts matériels, le manque de carburant, les fournitures médicales limitées et la perte de personnel.

Au 23 août, neuf hôpitaux de campagne étaient opérationnels : deux à Deïr el-Balah, cinq à Khan Younès et deux à Rafah. Les hôpitaux du nord sont confrontés à de graves pénuries de carburant. Hier, l'OMS a réussi à atteindre l'hôpital indonésien pour livrer du carburant, alors qu'au cours des deux dernières semaines, seule une des six missions demandées par l'OMS a pu acheminer du carburant et des fournitures médicales dans le nord de la bande de Gaza.

Alors que le système de santé a été massivement dégradé, des attaques contre les soins de santé continuent d'être signalées. Du 7 octobre 2023 au 22 août, l'OMS a recensé 1 098 attaques visant les services de santé dans le Territoire palestinien occupé, dont 492 à Gaza, qui ont fait 747 morts et 969 blessés.

Les ordres d'évacuation perturbent encore davantage la fourniture de soins de santé, mettent en péril les infrastructures sanitaires critiques et entravent l'acheminement des produits de première nécessité. Onze hôpitaux, 17 centres de soins de santé primaires et 51 points médicaux ont été directement touchés par les multiples ordres d'évacuation, entraînant la perte d'environ 1 300 lits. La fermeture de trois centres de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère expose également les enfants qui en souffrent à un risque accru de crises mortelles.

Malgré ces difficultés, l'OMS, ses partenaires des groupes sectoriels pour la santé et les équipes médicales d'urgence continuent de fournir des soins de santé sur le terrain. Soixante-trois partenaires des groupes sectoriels pour la santé opèrent actuellement à Gaza, prodiguant des soins de santé à 338 000 personnes par semaine en moyenne en sus de mettre à disposition des fournitures sanitaires. Quinze équipes médicales d'urgence travaillent actuellement à Gaza où elles gèrent des centres de soins de santé primaires et des hôpitaux de campagne et épaulent les hôpitaux existants en offrant des services spécialisés, tels que la chirurgie. Près de 1,4 million de consultations ont été assurées par les équipes médicales d'urgence à ce jour, et 242 points de services de soins de santé primaires sont actuellement gérés par des partenaires.

L'évacuation médicale des patients en dehors de Gaza reste très limitée, avec seulement 122 patients évacués depuis le 7 mai. Sur les 14 192 demandes d'évacuation médicale, seules 5 012, soit 35 %, ont été avalisées depuis octobre 2023. Il est extrêmement urgent de rétablir les évacuations médicales de Gaza vers la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, où les hôpitaux sont prêts à accueillir les patients. Le transfert des patients vers l'Égypte et la Jordanie, et de là vers des pays tiers en cas de besoin, doit être facilité. L'OMS appelle à la mise en place de multiples couloirs d'évacuation médicale afin de garantir sur le long terme le passage organisé, sûr et rapide des patients par toutes les voies possibles, y compris Rafah et Kerem Shalom.

La destruction des infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène a également contribué à la propagation des maladies infectieuses. Avec 67 % des infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène de Gaza endommagées ou détruites, et un accès minimal à l'eau potable, les taux de maladies diarrhéiques ont considérablement augmenté. Plus de 25 % de la population souffre de maladies liées à l'eau et à l'assainissement, notamment de diarrhées sanglantes, d'hépatite A et de maladies de la peau telles que la gale. Les risques d'autres épidémies augmentent aussi en raison de la poursuite des déplacements et de la détérioration des conditions de vie.

La situation en Cisjordanie se dégrade également, l'intensification des actions militaires et les restrictions à la circulation entravant gravement l'accès aux soins de santé. Les routes proches des hôpitaux Ibn Sina et Razi à Jénine ont été détruites à coups de bulldozer. La présence militaire à proximité de l'hôpital gouvernemental de Jénine dissuade les patients de se faire soigner. À Toubas et à Toulkarm, les déplacements du personnel soignant et des ambulances ont été entravés alors qu'ils tentaient d'atteindre les blessés. La perturbation des services d'ambulance et l'obstruction de l'accès des patients aux hôpitaux ne font que mettre davantage en péril la vie de ceux qui ont besoin de soins urgents.

Le monde ne peut pas rester les bras croisés alors que le système de santé de Gaza s'effondre sous le poids du conflit. La communauté internationale doit agir maintenant pour garantir des pauses humanitaires, assurer l'acheminement de fournitures sanitaires essentielles et appuyer la mise en œuvre rapide de la campagne de vaccination contre la poliomyélite, ce qui doit également marquer un changement important dans la manière dont l'aide humanitaire est apportée à Gaza. L'aide doit être fournie à une échelle bien plus grande et à un rythme

beaucoup plus rapide, sans aucune entrave. L'inaction aura des conséquences catastrophiques non seulement pour les enfants de Gaza, mais aussi pour la population de la région et du monde. L'appel à un cessez-le-feu immédiat et durable trouve un écho plus fort que jamais. Nous disposons d'une marge de manœuvre étroite pour éviter un nouveau désastre en matière de santé publique. L'engagement à enrayer la propagation de la poliomyélite doit être étendu à tous les risques de santé publique.

Je voudrais simplement, au nom de la communauté de lutte contre la poliomyélite et de la communauté des Nations Unies, dédier notre travail des prochains jours à notre collègue, M. Aidan O'Leary, qui était le Directeur du programme pour l'éradication de la poliomyélite à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Il a travaillé pour l'ONU au sein du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en Iraq et au Yémen et a travaillé dans les Balkans. Il était le meilleur d'entre nous, le meilleur à l'OMS, le meilleur à l'UNICEF, le meilleur à l'OCHA et le meilleur à l'ONU, et nous voudrions dédier notre travail des prochains jours non seulement à sauver la vie des enfants de Gaza, mais aussi à sa mémoire.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le docteur Ryan de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Kariuki** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe par intérim Msuya et le Directeur général adjoint Ryan de leurs exposés et, une fois de plus, du travail vital accompli par leur personnel.

Le Royaume-Uni, conjointement avec la Suisse, a demandé la tenue de cette séance consacrée à la situation humanitaire après une nouvelle mise en garde très inquiétante de l'ONU. La situation à Gaza est intolérable et s'aggrave de jour en jour. Plus de 100 otages sont toujours pris au piège à Gaza, soumis à une horreur inimaginable. Nous appelons à nouveau le Hamas à les libérer immédiatement et à accorder au Comité international de la Croix-Rouge un accès humanitaire.

Les enfants palestiniens, qui souffrent déjà, sont à présent confrontés à la menace imminente d'une épidémie majeure de poliomyélite causée par la destruction des services d'eau et d'assainissement, ainsi qu'à la malnutrition généralisée et au risque de famine à Gaza. La maladie a déjà entraîné la paralysie d'un bébé de 10 mois, le premier cas de ce type depuis 25 ans. Cette tragédie aurait pu être évitée.



Comme nous l'avons entendu, l'ONU prévoit de fournir des vaccins dès ce week-end. Nous nous félicitons vivement qu'Israël ait accepté de suspendre ses opérations militaires afin que l'Organisation mondiale de la Santé et les organismes de santé puissent mener une campagne sûre et efficace. Nous devons maintenant voir cet engagement à l'œuvre, et ces pauses doivent être suffisamment longues pour permettre d'atteindre les 90 % de couverture requis. Lorsque la campagne débutera et que des milliers d'enfants vulnérables et non accompagnés se rassembleront sur les lieux de vaccination, ils devront tous être protégés.

La multiplication par Israël des ordres d'évacuation à court préavis, y compris dans des zones censées offrir un abri sûr, ne fait qu'aggraver le chaos, laissant une fois de plus les Palestiniens sans endroit sûr où se réfugier.

Cette semaine, le Département de la sûreté et de la sécurité de l'Organisation des Nations Unies nous a prévenus que l'ONU manquait également d'endroits sûrs pour son personnel. Les membres du personnel ne peuvent pas apporter l'aide dont la population a désespérément besoin lorsque les ordres d'évacuation massive des Forces de défense israéliennes (FDI) les obligent à quitter leur domicile et leur bureau avec un préavis de quelques heures seulement. Israël doit limiter au maximum les ordres d'évacuation et donner un préavis suffisant d'au moins 48 heures.

Malgré les appels répétés du Conseil en faveur de la désescalade et de la protection des opérations d'aide, nous continuons d'être témoins d'attaques horribles et inacceptables contre l'ONU et les convois d'aide. Ce conflit est déjà de loin le plus meurtrier qui soit pour le personnel humanitaire. Pas plus tard que cette semaine, l'ONU a confirmé que les FDI avaient ouvert le feu sur un camion du Programme alimentaire mondial qui avait fait l'objet d'une coordination totale avec Israël et dans lequel se trouvaient des travailleurs de l'ONU. Israël doit prendre des mesures immédiates pour protéger les travailleurs humanitaires et, si des membres de son personnel sont responsables de tels actes, il doit veiller à ce qu'ils en répondent. Toutes les parties doivent respecter les obligations que leur impose le droit international humanitaire.

Malheureusement, il n'y a pas qu'à Gaza que nous sommes témoins de violences. Nous sommes profondément préoccupés par la montée de la violence en Cisjordanie. Plus de 130 Palestiniens, dont 26 enfants, ont été tués au cours de ce seul mois. Nous nous joignons au Secrétaire général pour appeler à une désescalade urgente.

L'instauration d'un cessez-le-feu immédiat est le seul moyen de mettre un terme à ces souffrances. Nous appuyons pleinement les efforts déployés par les États-Unis, l'Égypte et le Qatar pour parvenir à un accord

qui permettra de libérer tous les otages et d'acheminer une aide en quantité nettement plus importante. Nous appelons Israël et le Hamas à mettre d'urgence cet accord sur la table. Nous devons ensuite prendre des mesures irréversibles en faveur d'une solution prévoyant deux États, qui constitue le meilleur moyen de garantir une paix à long terme pour les Israéliens et les Palestiniens.

**M<sup>me</sup> Baeriswyl** (Suisse) : Comme mon collègue britannique, je voudrais commencer par remercier la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires par intérim, Joyce Msuya, et le Directeur exécutif chargé du Programme de gestion des situations d'urgence sanitaire de l'Organisation mondiale de la Santé, Mike Ryan, de leurs présentations et de leurs informations, mais surtout aussi du courage inlassable de leurs équipes, qui travaillent dans les situations les plus difficiles, souvent au péril de leur vie.

La Suisse a demandé la convocation de cette séance aux côtés de la Grande-Bretagne parce que les conditions de sécurité ne permettent pas aux travailleurs humanitaires de faire leur travail. Ceci est inacceptable, a fortiori alors que la situation humanitaire s'aggrave de jour en jour. Il y a quatre mois, le Conseil a adopté la résolution 2730 (2024), que la Suisse a eu à cœur de rédiger. Un nouvel incident à Gaza nous rappelle la pertinence urgente de cette résolution : le Programme alimentaire mondial travaillait sur sa mission d'acheminement de la nourriture, indispensable à la survie des civils, lorsque ses véhicules et son personnel ont essuyé des tirs, nous venons de l'entendre aussi de M<sup>me</sup> Msuya.

Nous sommes également très préoccupés par le fait que les ordres d'évacuation, ordres, qui, selon le droit international devraient servir à protéger la population et notamment se dérouler dans des conditions adéquates en termes d'hygiène, de santé, de sécurité, d'abri et de nutrition, résultent en l'effet contraire. Avec les hostilités, les ordres de l'armée israélienne ont jusqu'à aujourd'hui causé le déplacement de près de 90 % des habitantes et habitants qui vivent sur moins de 11 % de la bande de Gaza dans une petite zone surpeuplée, polluée et dangereuse, où les services essentiels sont limités, notamment les installations médicales, les abris et les puits d'eau.

En plus de déraciner des familles déjà épuisées, dont de très nombreux enfants, ces ordres posent d'énormes obstacles aux activités humanitaires. Les actrices et acteurs humanitaires perdent ainsi l'accès aux locaux et aux infrastructures logistiques indispensables pour opérer, comme ce fut le cas dans la nuit de dimanche à lundi à Deir el-Balah.

La Suisse appelle toutes les parties à respecter leurs obligations en vertu du droit international, et notamment à respecter et protéger le personnel humanitaire, ainsi que ses activités. Toutes les parties ont l'obligation d'autoriser et de faciliter l'accès humanitaire rapide et sans entrave à tous les civils dans le besoin. Cela s'applique donc également aux groupes armés tels que le Hamas. De plus, la Suisse rappelle qu'Israël est, en tant que Puissance occupante, et tel que rappelé par la Cour internationale de Justice, tenu de répondre aux besoins humanitaires de la population.

Conséquence des conditions catastrophiques à Gaza, nous l'avons entendu, la poliomyélite y a refait surface. Il est impératif que la campagne de vaccination planifiée par l'ONU soit menée à bien dans la sécurité la plus complète pour le personnel humanitaire et les civils, notamment les 640 000 enfants de moins de 10 ans qui doivent être inoculés dès samedi. La Suisse soutient la campagne de vaccination avec un financement d'un million de francs suisses.

Le Secrétaire général a clairement indiqué que les armes doivent se taire pour permettre à l'ONU de procéder aux deux phases de vaccination nécessaires. Et le Conseil a unanimement exigé un cessez-le-feu à Gaza et la libération des otages par ses résolutions 2728 (2024) et 2735 (2024). Nous soutenons la médiation de l'Égypte, du Qatar et des États-Unis. Dans le même temps, nous devons réaffirmer notre exigence d'un respect du droit international humanitaire, en toutes circonstances et par toutes les parties. Même en l'absence de cessez-le-feu, le travail humanitaire doit pouvoir se poursuivre.

La Suisse salue le travail de l'ONU et de ses partenaires dans ces conditions extrêmement difficiles. Le Conseil doit rester informé de la conduite de la campagne de vaccination et, le cas échéant, se tenir prêt à agir.

La Suisse est également très préoccupée par l'escalade en Cisjordanie, qui a atteint une nouvelle dimension. Nous observons la forte augmentation des opérations israéliennes, y compris des frappes aériennes dans des zones densément peuplées, comme ces derniers jours à Jénine et Toulkarm notamment. Cela a aussi comme conséquence de fortes restrictions de mouvement, y compris celles imposées au personnel médical. Il est inacceptable que là aussi, les services de base à la population soient régulièrement coupés. Nous appelons Israël à respecter ses obligations de droit international. En particulier, l'usage de la force doit notamment répondre aux critères de nécessité et de proportionnalité et respecter le droit de tout individu à la vie et à la sécurité de sa personne.

Pour conclure, le respect du droit international et des résolutions du Conseil est de plus une condition *sine*

*qua non* pour la désescalade, y inclus la désescalade régionale, et un premier pas vers la mise en place d'une paix durable entre Israéliens et Palestiniens. Nous réitérons notre soutien ferme à la solution négociée à deux États, Israël et la Palestine, dont Gaza fait partie intégrante, et vivant côte à côte en paix et en sécurité à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

**M. Wood** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires par intérim, M<sup>me</sup> Msuya, et le Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale de la Santé, le docteur Ryan, de leurs exposés.

La poliomyélite est un fléau – une maladie qui avait presque été éradiquée grâce aux efforts déployés par des organismes comme l'Organisation mondiale de la Santé, l'UNICEF et d'autres partenaires mondiaux en matière de santé. Il est clair que la réapparition de cas de polio confirmés à Gaza constitue une menace réelle pour la santé des civils palestiniens les plus vulnérables, notamment les enfants, qui ont terriblement souffert depuis le début du conflit il y a plus de 10 mois. Il n'y a aucun doute quant à la menace que représente la polio pour la région et à l'importance de créer les conditions nécessaires à la conduite d'une campagne de vaccination dans toute la bande de Gaza, de toute urgence.

C'est pourquoi les États-Unis remercient l'ONU, qui joue un rôle de chef de file à cet égard, et invitent toutes les parties à apporter leur appui à une campagne menée en toute sécurité et couronnée de succès. Nous sommes favorables à ce que la communauté humanitaire et les autorités israéliennes agissent en coordination pour faciliter la mise en œuvre rapide d'une campagne de vaccination à Gaza. Le Secrétaire d'État Blinken a soulevé cette question lors de sa récente visite en Israël. Il est essentiel que cette campagne soit menée sans plus attendre.

Il est particulièrement important qu'Israël facilite l'accès aux organismes chargés de la campagne de vaccination et qu'il garantisse des périodes de calme et s'abstienne de mener des opérations militaires pendant les périodes de vaccination. Nous demandons instamment à Israël de s'abstenir d'émettre de nouveaux ordres d'évacuation pendant cette période. Bref, les acteurs humanitaires qui sont sur le terrain, notamment les organismes des Nations Unies et les autres organisations non gouvernementales, doivent bénéficier de la marge de manœuvre et des conditions de sécurité nécessaires pour distribuer les vaccins et inoculer les populations à risque, et ce en toute sécurité. La vie des enfants dépend du succès de leurs efforts. Il s'agit d'une nécessité urgente.

La campagne de lutte contre la polio est un nouvel exemple d'humanitaires qui travaillent dans des conditions extrêmement difficiles pour aider la population de Gaza. Nous leur sommes reconnaissants de leurs sacrifices et de leur travail inlassable. Et nous continuerons d'insister sur la nécessité de les protéger, à Gaza et dans le monde entier.

Alors même que nous faisons pression sur toutes les parties pour qu'elles facilitent ce travail qui permet de sauver des vies, nous ne devons pas oublier que les actes du Hamas continuent de mettre en danger les civils, y compris les membres du personnel humanitaire et leurs familles.

Par ailleurs, nous sommes alarmés par les informations qui nous sont parvenues hier selon lesquelles les Forces de défense israéliennes (FDI) ont tiré à plusieurs reprises sur un véhicule du Programme alimentaire mondial. Israël a déclaré qu'il était en train d'enquêter sur ces faits, et un examen initial a révélé qu'ils résultaient d'une erreur de communication entre les unités des FDI. Nous avons exhorté les FDI à régler immédiatement les problèmes au sein de leur système qui ont permis que cela se produise. Néanmoins, le fait est que, près de 11 mois après le début du conflit, des faits tels que ce qui s'est produit hier demeurent trop fréquents. Nous sommes également préoccupés par un autre cas où les FDI ont tiré en direction d'un véhicule de l'UNICEF. Ces atteintes à la sécurité compliquent considérablement le travail de ces organisations et ne devraient pas se produire. Israël doit non seulement assumer ses erreurs, mais également prendre des mesures concrètes pour veiller à ce que les FDI n'ouvrent pas de nouveau le feu sur le personnel des Nations Unies. En outre, toutes les attaques et tous les discours menaçants visant l'ONU et des organisations humanitaires non gouvernementales doivent cesser. Ces discours ont exposé et continuent d'exposer les acteurs humanitaires à d'énormes risques, tant à Gaza que dans le reste du monde.

Les exposés d'aujourd'hui mettent en relief l'importance capitale d'arrêter les derniers détails d'un accord prévoyant un cessez-le-feu et la libération des otages, comme l'a demandé le Conseil de sécurité dans sa résolution 2735 (2024). Les États-Unis, en partenariat avec le Qatar et l'Égypte, poursuivent leurs efforts pour convaincre les parties de conclure un accord final qui permettrait aux otages de rentrer chez eux et aux habitants de Gaza de recevoir l'assistance dont ils ont désespérément besoin. Un accord sur un cessez-le-feu et la libération des otages contribuerait également à atténuer la crise de santé publique à Gaza, qui ne se limite pas seulement à la poliomyélite mais qui est également liée à des épidémies de choléra et des cas suspects d'hépatite A, maladies qui sont toutes évitables.

La communauté internationale doit également jouer son rôle. Nous réitérons notre appel à tous les États Membres pour qu'ils fournissent les financements nécessaires pour appuyer le travail des organisations humanitaires à Gaza, qui permet de sauver des vies.

Les souffrances humaines à Gaza ont atteint des niveaux inimaginables, et les civils palestiniens, dont beaucoup ont été déplacés à plusieurs reprises, continuent de subir les pires conséquences des conditions humanitaires catastrophiques. Toutefois, encore une fois, la meilleure façon d'atténuer les souffrances des civils palestiniens et des Israéliens qui attendent le retour en toute sécurité des membres de leur famille est de conclure et d'appliquer un accord de cessez-le-feu. C'est le moment d'agir.

**M. Geng Shuang** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie les délégations de la Suisse et du Royaume-Uni d'avoir demandé la tenue de la présente séance et je remercie la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires par intérim, M<sup>me</sup> Msuya, et le Directeur général adjoint Ryan de leurs exposés.

Plus de 10 mois se sont écoulés depuis le début du conflit à Gaza, qui a entraîné la mort de plus de 40 000 civils et une catastrophe humanitaire sans précédent. Malgré les appels répétés de la communauté internationale à la cessation des combats, les multiples résolutions adoptées par le Conseil de sécurité à cet égard et les ordonnances en indication de mesures conservatoires rendues par la Cour internationale de Justice, la situation ne s'est guère améliorée. Au contraire, elle continue de se détériorer.

Rien qu'au cours du mois qui vient de s'écouler, le conflit a coûté la vie à plus de 1 000 personnes à Gaza. Israël a émis 16 ordres d'évacuation d'urgence. Des écoles et des camps de réfugiés qui accueillaient un grand nombre de personnes ont été la cible d'attaques. Des centaines de milliers de personnes ont été forcées de fuir à maintes reprises, sans pour autant pouvoir trouver d'abri. Israël a continué de renforcer ses restrictions à l'égard de l'ONU et d'autres organisations humanitaires, et a refusé à plusieurs reprises d'autoriser l'acheminement du carburant et d'autres fournitures. Tout récemment, les organisations humanitaires ont été contraintes d'évacuer leurs centres et entrepôts à Deïr el-Balah, ce qui a porté gravement atteinte au système humanitaire à Gaza.

Le virus de la polio représente une menace grave pour la santé des enfants à Gaza. La vaccination est le moyen le plus efficace d'enrayer la propagation du virus et de protéger la vie des enfants. Ce virus ne connaît pas de frontières. La Chine souscrit à l'appel lancé par le Secrétaire général Guterres et exhorte Israël à agir de manière responsable dans l'intérêt des enfants dans ce pays et dans l'ensemble de la



région, en donnant des garanties de sécurité et en facilitant les activités de vaccination. Nous sommes favorables à ce que le Conseil lance un appel ferme à cette fin, pour éviter que la crise humanitaire à Gaza ne s'aggrave davantage.

En Cisjordanie, Israël continue de violer le droit international et les résolutions du Conseil. Il continue d'étendre ses colonies de peuplement et multiplie les perquisitions, les arrestations et les raids contre les Palestiniens. Depuis octobre, plus de 620 Palestiniens ont perdu la vie. Hier, l'armée israélienne a lancé une vaste opération militaire contre Toulkarm, Jénine et Toubas, entre autres lieux en Cisjordanie, qui a fait au moins 10 morts et de nombreux blessés. La Chine condamne fermement ces actes. De hauts responsables du Gouvernement israélien ont récemment évoqué l'idée de prendre les mêmes mesures en Cisjordanie qu'à Gaza. Nous sommes choqués et sérieusement préoccupés par ces déclarations extrêmes, qui se moquent de l'opinion mondiale. Gaza est devenue un véritable enfer sur terre. Nous ne devons jamais permettre que la catastrophe humanitaire de Gaza se produise également en Cisjordanie, ce qui ferait de cette zone un autre enfer sur terre. La Chine s'oppose à tout discours ou toute action qui alimente les tensions, condamne toutes les attaques contre les civils et appelle les parties concernées, en particulier Israël, à rester calmes, à faire preuve de retenue et à éviter toute nouvelle escalade.

À l'heure actuelle, la priorité est de mettre pleinement en œuvre les quatre résolutions du Conseil sur la situation à Gaza, de promouvoir un cessez-le-feu immédiat et durable, et d'atténuer la catastrophe humanitaire dans l'enclave. Les négociations sur le cessez-le-feu ne peuvent être reportées indéfiniment, et encore moins servir d'excuse pour continuer de commettre des atrocités à Gaza et en Cisjordanie, en violation du droit international. La Chine exhorte Israël à mettre immédiatement fin à toutes ses opérations militaires à Gaza, à ouvrir tous les points de passage, à cesser de bloquer et d'entraver les activités de l'ONU et d'autres organisations humanitaires, à cesser ses attaques contre la Cisjordanie et à juguler la violence des colons en mettant fin à l'impunité dont ils jouissent. Les pays ayant une influence notable sur les parties concernées doivent adopter une approche sincère et responsable, et prendre des mesures concrètes pour promouvoir l'instauration d'un cessez-le-feu. Nous sommes favorables à ce que le Conseil prenne de nouvelles mesures pour promouvoir la mise en œuvre des résolutions pertinentes, mettre rapidement fin aux combats et atténuer la catastrophe humanitaire.

**M. Hwang** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Joyce Msuya, Secrétaire générale adjointe par intérim, et le docteur Ryan, Directeur

général adjoint de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), de leurs exposés détaillés sur la situation humanitaire catastrophique à Gaza.

Le fait que plus de 280 travailleurs humanitaires aient été tués depuis les attaques déplorables perpétrées par le Hamas contre Israël le 7 octobre nous rappelle, une fois de plus, qu'aucun endroit ni aucune personne n'est en sécurité à Gaza, ni le personnel de l'ONU, ni les civils, ni le personnel médical, et certainement pas les enfants, qui représentent la moitié de la population de Gaza et sont maintenant exposés au risque de transmission de la poliomyélite.

À cet égard, je voudrais formuler trois observations.

Premièrement, nous sommes gravement préoccupés par les menaces qui continuent de peser sur les civils et le personnel humanitaire et des Nations Unies à Gaza, en particulier à Deïr el-Balah et dans ses environs, où se situe le principal pôle humanitaire à Gaza depuis la destruction de l'ancienne zone de sécurité à Rafah. L'intensification récente des opérations menées par les Forces de défense israéliennes dans la région, y compris les attaques contre des écoles abritant des familles, a entraîné la mort de nombreux civils et le déplacement forcé de dizaines de milliers de personnes vers des zones surpeuplées au bord de la mer, où l'accès aux fournitures humanitaires est très limité. Ma délégation est profondément troublée par l'attaque du 27 août, au cours de laquelle un convoi du Programme alimentaire mondial (PAM) clairement identifié a été criblé de balles, forçant le PAM à suspendre ses opérations à Gaza. Nous appelons Israël et toutes les parties au conflit à permettre au personnel des Nations Unies et aux travailleurs humanitaires de mener leurs activités en toute sécurité.

Deuxièmement, la République de Corée est gravement préoccupée par la forte augmentation du nombre d'ordres d'évacuation émis par Israël, dont au moins 16 au cours du seul mois d'août, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Non seulement cela aggrave les souffrances d'une population affamée, malade et épuisée, qui a déjà été déplacée à de nombreuses reprises, mais aussi, comme l'a souligné le Secrétaire général adjoint Michaud dans sa déclaration du 27 août, cela fait peser une menace insupportable sur la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies et des autres travailleurs humanitaires. Par ailleurs, ce risque entrave considérablement l'acheminement de l'aide humanitaire à grande échelle à Gaza, où 500 000 personnes sont confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire catastrophiques.

Troisièmement, nous sommes extrêmement préoccupés par l'épidémie de poliomyélite à Gaza, qui menace gravement les enfants palestiniens en raison de sa nature

hautement contagieuse. À cet égard, nous appuyons fermement les efforts de vaccination urgents qui doivent être menés la semaine prochaine par les organismes des Nations Unies, y compris l'OMS. Nous appelons toutes les parties à permettre aux agents de santé d'accomplir leur mission vitale, pour protéger Gaza contre un virus qui n'a pas provoqué d'épidémie depuis 25 ans.

La situation humanitaire désastreuse à laquelle les 2,3 millions d'habitants de Gaza font face est tout simplement intolérable. Les résolutions du Conseil ne sont toujours pas appliquées et les mécanismes de déconfliction ne sont pas pris en compte. Dans le même temps, sur le plan de la sécurité, l'ensemble de la région est au bord du gouffre. La République de Corée renouvelle donc son appel urgent aux parties pour qu'elles concluent finalement un accord de cessez-le-feu qui n'a que trop tardé et pour qu'elles désamorcent les tensions croissantes en Cisjordanie et au-delà.

**M. Montalvo Sosa** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie M<sup>me</sup> Msuya et M. Ryan des exposés instructifs qu'ils ont présentés cet après-midi. Par leur intermédiaire, je réaffirme l'appui de l'Équateur à l'action de l'ONU et de tous ses organismes.

Les efforts déployés par le personnel des Nations Unies pour améliorer la situation humanitaire de la population civile à Gaza, malgré toutes les difficultés, montrent que l'Organisation joue un rôle précieux et nécessaire, et que son travail est irremplaçable, surtout en temps de crise. Nous, États Membres de l'ONU, devons coopérer avec cette Organisation, qui est la nôtre, faciliter son travail autant que possible et, à tout le moins, ne pas l'entraver.

C'est pourquoi la déclaration faite le 27 août par le Secrétaire général adjoint et chef du Département de la sûreté et de la sécurité, Gilles Michaud, est très préoccupante. Le personnel humanitaire doit être protégé. Les parties sont tenues de respecter les règles du droit international humanitaire à tout moment et en toutes circonstances. Les engagements pris au titre de la Charte des Nations Unies pour assurer la sécurité des locaux de l'ONU doivent être honorés.

En ce qui concerne la situation sanitaire, je répète ce que j'ai dit la semaine dernière : l'Équateur appuie l'initiative de l'ONU visant à organiser une campagne de vaccination massive pour protéger les enfants de Gaza contre la poliomyélite. L'inaction face à des maladies évitables est inacceptable. Il est urgent et indispensable que les parties fournissent toutes les garanties de sécurité nécessaires pour que la campagne puisse commencer à la date prévue et se dérouler sans interruption.

De même, je réaffirme l'appui de mon pays aux efforts en cours pour parvenir à un accord qui permettrait d'instaurer un cessez-le-feu immédiat, de libérer les otages et d'améliorer la situation humanitaire à Gaza, y compris de mener la campagne de vaccination. Il est primordial que cet accord soit conclu sans plus tarder. Depuis les attaques terroristes perpétrées par le Hamas le 7 octobre dernier, que l'Équateur condamne une fois de plus, la violence n'a pas cessé. Il est temps de mettre fin à cette dynamique.

Pour terminer, je réaffirme, comme je l'ai fait à de nombreuses occasions, l'engagement de mon pays en faveur d'une solution pacifique, négociée, définitive et juste pour les parties, fondée sur la coexistence de deux États, la Palestine et Israël, sur la base des frontières de 1967 et conformément aux résolutions pertinentes.

**M<sup>me</sup> Persaud** (Guyana) (*parle en anglais*) : Je voudrais, pour commencer, remercier les délégations suisse et britannique d'avoir demandé cette séance d'information opportune. Je remercie également la Secrétaire générale adjointe par intérim, M<sup>me</sup> Msuya, et le Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le docteur Ryan, de leurs mises à jour cruciales sur la situation à Gaza.

Comme l'ont encore illustré nos intervenants, la catastrophe humanitaire à Gaza, engendrée par une crise d'origine humaine d'une ampleur sans précédent, s'aggrave chaque jour qui passe. Les violations commises par la Puissance occupante battent sans cesse de nouveaux records tandis que le Conseil de sécurité ne fait rien pour empêcher que soit foulé aux pieds tout ce pour quoi l'ONU a été fondée. L'histoire nous jugera sévèrement si le Conseil n'agit pas pour sauver le peuple palestinien d'un assaut implacable mené en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international. Le Guyana en appelle donc aux autres membres du Conseil : nous devons agir collectivement, d'urgence, pour mettre rapidement un terme aux hostilités à Gaza et endiguer le flot de morts et de destructions.

Nous sommes toujours profondément bouleversés par les conditions dans lesquelles les humanitaires, personnel des Nations Unies compris, opèrent à Gaza. La déclaration publiée mardi par le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'ONU énonce certaines des difficultés que rencontrent les opérations d'aide des Nations Unies à Gaza, et souligne que l'Organisation « opère à la limite absolue du risque tolérable ». C'est apparu très clairement lorsque les Forces de défense israéliennes ont tiré, mardi soir, sur un véhicule

du Programme alimentaire mondial, identifié et inscrit sur la liste de déconfliction. De manière générale, c'est le mépris débridé du droit international humanitaire, et les violations de ce droit, qui font que de tels événements se reproduisent.

Nous avons également remarqué comment les ordres d'évacuation constants, parfois avec un préavis très court, se répercutent sur les opérations humanitaires, notamment en réduisant les espaces dans lesquels elles sont menées et où vivent les civils. Sur ce dernier point, le Guyana souligne, par exemple, qu'avant le 7 octobre 2023, on comptait 1 200 personnes par kilomètre carré à Gaza, un nombre qui est désormais passé à 30 000 ou 40 000 personnes.

Une conséquence de ces évacuations constantes et du rétrécissement de l'espace réservé aux civils est que les populations sont contraintes de vivre dans des conditions qui favorisent l'apparition de maladies. Ainsi, après en avoir disparu pendant 25 ans, la poliomyélite est de nouveau à Gaza. Les efforts collaboratifs de l'OMS pour vacciner les enfants gazaouites contre cette maladie doivent pouvoir suivre leur cours, dans l'intérêt des enfants de toute la région. Comme nous l'a rappelé M. Philippe Lazzarini récemment, la poliomyélite ne fera pas de distinction entre enfants palestiniens et israéliens. Reporter une pause humanitaire ne fera qu'augmenter le risque de sa propagation.

Nous ne pouvons pas ne pas aborder l'évolution inquiétante de la situation en Cisjordanie. Nous avons pris bonne note des informations émanant du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, faisant état d'opérations israéliennes à grande échelle, « y compris au moyen de drones ou de forces terrestres dans [certaines] provinces » de Cisjordanie. Les actions des forces de sécurité israéliennes compromettent indéniablement la quête d'une solution à deux États, sont contraires aux résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale, et aggravent les risques pesant sur la paix et la stabilité de la région. Ces actions contreviennent à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice, dans lequel la Cour s'est prononcée sur l'illégalité de l'occupation persistante du territoire palestinien par Israël et sur la manière dont cette occupation compromet et menace la solution des deux États. Dans ce contexte, le Guyana renouvelle quatre appels.

Premièrement, nous appelons à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel. Dès les premiers jours, cette campagne de bombardements incessants a dépassé tout ce que l'on pouvait qualifier de réponse proportionnelle. Nous assistons au contraire à une guerre implacable et

inédite livrée à des civils innocents. On ne saurait trop insister sur l'urgence d'obtenir dès maintenant un accord de cessez-le-feu. Le 10 juin, le Conseil a entériné la proposition de cessez-le-feu en trois étapes (résolution 2735 (2024)) et escomptait que les parties accepteraient cette proposition peu après. Rien ne s'étant produit plus de 10 semaines plus tard, le Conseil doit réfléchir sérieusement à la manière dont il pourrait garantir un cessez-le-feu immédiat, en tenant compte de sa propre responsabilité de protéger d'un génocide des civils innocents.

Deuxièmement, le Guyana appelle à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages capturés le 7 octobre 2023 et de tous les Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes sans aucun chef d'accusation, parfois depuis des années. Dans le même temps, nous appelons les parties concernées à traiter tous les otages et les détenus avec dignité et respect.

Troisièmement, le Guyana souligne la nécessité impérieuse de disposer d'un accès humanitaire suffisant à Gaza. La population civile est écrasée sous le gigantesque poids des besoins à Gaza, tandis que les fournitures essentielles, notamment la nourriture et les médicaments, se dégradent dans des camions à l'extérieur de la bande, en raison des restrictions d'accès. Nous appelons donc le Gouvernement israélien à donner la priorité au bien-être des civils gazaouites, non pas pour prouver sa bonne volonté mais parce qu'il s'agit d'un impératif juridique et moral.

Enfin, le Guyana souligne que la justice et l'application du principe de responsabilité font partie intégrante de toute discussion concernant l'après-guerre. La soif de justice est innée chez tout être humain, et il faudra répondre de l'injustice subie par tous les Palestiniens, non seulement depuis le 7 octobre 2023, mais au fil des décennies qui ont précédé. Un message fort doit être envoyé à tous ceux qui violent le droit international : leurs actions ne resteront pas impunies.

Je conclurai en exhortant chacun et chacune d'entre nous autour de cette table à réfléchir à la manière dont nous pouvons, individuellement et collectivement, ouvrir la voie à la paix pour les Palestiniens et les Israéliens et pour le Moyen-Orient tout entier, où les civils demeurent pris au piège d'une guerre qu'ils n'ont ni causée ni choisie.

**M. Žbogar** (Slovénie) (*parle en anglais*) : Je tiens à mon tour à remercier les intervenants, M<sup>me</sup> Msuya et le docteur Ryan, de leurs exposés.

Il y a bien longtemps que nous avons épuisé notre vocabulaire pour décrire la tragédie des Palestiniens de Gaza. Il est difficile de concevoir et d'accepter que de

telles souffrances soient infligées sous nos yeux à des civils, et en particulier à des enfants, en toute impunité depuis près de 11 mois et que nous n'ayons pas réussi à y mettre un terme. Et nous voici à nouveau réunis ici, pour une nouvelle séance du Conseil. Qu'est-ce qui a donc changé depuis la dernière séance d'information ?

Compte tenu de l'ampleur des souffrances, je pourrais citer le nombre record de personnes tuées, blessées, mutilées et déplacées. Depuis notre dernière séance, un premier cas de poliomyélite a été confirmé. La vie d'Abdel Rahman, un enfant de 10 mois, et de sa famille est probablement changée à jamais. Avant tout, nous voulons saluer les efforts et le travail que mènent l'Organisation mondiale de la Santé, l'UNICEF et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour préparer deux campagnes de vaccination contre la poliomyélite. Cette maladie peut être endiguée, et nous pouvons empêcher que d'autres jeunes vies soient transformées. Nous nous sommes joints aux appels à des jours de tranquillité pour permettre le déploiement sûr et réussi de ces campagnes de vaccination. Nous saluons également les efforts faits par les autorités israéliennes pour faciliter ces campagnes.

Comme on nous l'a rappelé aujourd'hui, la situation humanitaire à Gaza continue de se détériorer. Et comme vient de le dire le docteur Ryan, plusieurs milliers de patients ont besoin d'être évacués. Nous réitérons notre appel au plein respect du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme par toutes les parties. Nous appelons à la pleine mise en œuvre de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour internationale de justice et des résolutions du Conseil de sécurité. Nous appelons à un cessez-le-feu immédiat. Nous demandons la libération de tous les otages et l'acheminement d'une aide humanitaire à grande échelle, tout en exprimant notre profonde inquiétude face à la forte réduction de l'aide ces derniers temps.

En dépit de diverses perturbations, notamment d'importantes réinstallations et d'un environnement opérationnel dangereux, l'ONU et l'ensemble de la communauté humanitaire poursuivent leur travail. Il y a deux jours, un autre véhicule de l'ONU a été touché. Nous condamnons cette attaque. Heureusement, les collègues du Programme alimentaire mondial ont survécu parce qu'ils se trouvaient dans un véhicule blindé. Cela montre à quel point il est important d'avoir accès au matériel de sécurité nécessaire, y compris le matériel de communication. Cela montre également l'importance d'un système de désescalade opérationnel. Il ne s'agit pas d'un incident isolé. Le Conseil n'est pas resté silencieux sur ces deux points, à savoir le matériel de sécurité nécessaire

et la nécessité d'un mécanisme de désescalade opérationnel. Nous avons lancé un appel conjoint à ce sujet en février et, en avril, nous avons exigé qu'il soit remédié aux lacunes. Des informations doivent être communiquées en temps utile au Conseil sur les mesures qui ont été prises pour remédier à ces lacunes. Ces actes ne sauraient rester impunis. Les règles d'engagement et les obligations doivent également être respectées plus strictement par les contingents, notamment le respect à l'égard de l'ONU, de sa mission, de son travail et de son personnel.

Tout en nous félicitant des progrès accomplis dans le cadre des campagnes de vaccination contre la poliomyélite, nous réaffirmons qu'il faut faire plus. Les civils doivent être protégés. De nouvelles menaces se profilent à l'horizon. Cette guerre doit cesser. Nous appelons les deux parties à continuer de participer aux négociations de cessez-le-feu et à les mener à bon terme, et le moment est venu de le faire. Chaque jour supplémentaire et chaque retard seront comptés en vies civiles.

Pour terminer, je voudrais également évoquer brièvement la situation actuelle en Cisjordanie. Nous sommes consternés par l'usage disproportionné de la force, l'augmentation d'assassinats apparemment ciblés et d'autres exécutions sommaires, les arrestations arbitraires, les violences impunies commises par les colons et les autres violations des droits humains et atteintes à ces droits. Les opérations en cours et tout emploi injustifié ou disproportionné de la force doivent cesser immédiatement. L'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice est clair : la présence continue d'Israël dans le Territoire palestinien occupé est illégale et doit cesser le plus rapidement possible. L'idée que les Palestiniens vont être évacués alimente l'instabilité. Nous rappelons à Israël que les cadres juridiques appropriés doivent être mis en œuvre et que les normes en matière de droits humains qui sont pertinentes dans le cadre de l'application de la loi doivent être respectées. Plus de violence ne rapprochera pas Israël de la sûreté et de la sécurité ni la communauté internationale de la solution des deux États, qui est fortement soutenue par tous les membres du Conseil.

Enfin, nous appelons de nouveau tous les pays et tous les acteurs de la région à faire preuve de la plus grande retenue. Ce n'est pas le moment de jeter davantage d'huile sur le feu.

**M. Fernandes** (Mozambique) (*parle en anglais*) : Nous félicitons le Royaume-Uni et la Suisse d'avoir demandé la tenue de cette séance d'urgence et nous remercions la présidence de l'avoir organisée. Nous remercions également M<sup>me</sup> Joyce Msuya, Secrétaire



générale adjointe aux affaires humanitaires par intérim, et le docteur Michael Ryan, Directeur général adjoint et Directeur exécutif chargé des urgences sanitaires à l'Organisation mondiale de la Santé, des précieux exposés qu'ils ont présentés au Conseil de sécurité.

Le conflit en cours au Moyen-Orient, en particulier dans les territoires occupés de Palestine, continue de représenter un grave danger pour les civils. Ce danger se manifeste notamment par des violations des droits fondamentaux, dont l'accès à l'alimentation, à la santé et à la protection. La population civile est confrontée à une série de graves menaces à sa sécurité et à son bien-être. Selon les informations recueillies jusqu'au 27 août, les opérations militaires menées par les forces israéliennes ont fait plus de 40 000 morts, plus de 93 000 blessés parmi les civils et entraîné la disparition de plus de 10 000 personnes. La généralisation de ces attaques ne laisse que peu d'options à la population civile pour se mettre en sécurité et a considérablement limité l'espace opérationnel humanitaire. En outre, les activités persistantes des colons israéliens en Cisjordanie occupée, conjuguées aux opérations militaires en cours dans la bande de Gaza, sont à l'origine de profondes souffrances humaines et compromettent les perspectives de paix et de stabilité dans la région. Cette situation souligne l'urgence d'une intervention internationale.

La situation à Gaza pose des difficultés extrêmes au personnel des Nations Unies et aux travailleurs humanitaires, qui opèrent dans des conditions à très haut risque, car ils sont nombreux à être visés par des attaques directes alors qu'ils tentent de fournir des services essentiels. La situation chaotique en matière de soins de santé est encore aggravée par les attaques contre les infrastructures médicales et l'accès limité aux vaccins, ce qui a créé un environnement à haut risque pour les maladies évitables telles que la poliomyélite. À cet égard, les hostilités doivent cesser afin de faciliter l'intensification des efforts de vaccination et de prévenir une épidémie de grande ampleur.

Alors que la communauté internationale est aux prises avec les problèmes découlant de la guerre en cours à Gaza, il est impératif de plaider en faveur de la sécurité et du bien-être des civils pris entre deux feux. Leurs droits doivent être respectés et les auteurs de toutes les violations commises doivent être poursuivis sans relâche. Il est primordial que toutes les parties concernées respectent le droit international humanitaire et les engagements qu'elles ont pris en vertu de la Charte des Nations Unies, et qu'elles fournissent une aide humanitaire face à cette situation catastrophique. Le Mozambique réaffirme sa position inébranlable et souligne l'urgence d'une cessation des hostilités, qui est une étape cruciale en vue d'instaurer un cessez-le-feu humanitaire. Le Conseil de

sécurité a la responsabilité collective d'appeler à la désescalade du conflit dans la bande de Gaza. La gravité de la situation exige notre attention urgente et l'adoption de mesures concrètes en raison des problèmes considérables, des préjudices et des traumatismes subis par les civils. Les efforts de médiation doivent donc s'intensifier pour faire face à la crise humanitaire qui continue de s'aggraver dans la bande de Gaza.

Enfin, nous appelons tous les membres du Conseil à oeuvrer collectivement à l'instauration de la paix et de la stabilité dans cette région agitée, en donnant la priorité au bien-être des civils pris au piège du conflit. Nous soulignons l'importance cruciale d'œuvrer en faveur d'une solution des deux États, qui constitue le fondement d'une paix durable.

**M. Camilleri (Malte) (*parle en anglais*) :** Je remercie la Secrétaire générale adjointe par intérim Msuya et le docteur Ryan de leurs exposés.

Comme nous venons de l'entendre, la situation humanitaire à Gaza est hors de contrôle, et marquée par des violations constantes du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Plus de 40 000 civils, dont 16 000 enfants, ont été tués, tandis que d'autres sont toujours portés disparus. Des informations crédibles suggèrent que le nombre réel pourrait être beaucoup plus élevé. Aucun des 36 hôpitaux de Gaza n'est pleinement opérationnel en raison des destructions, de la surpopulation et du fait qu'Israël ne veille pas à ce que des ressources médicales adéquates soient acheminées dans la bande de Gaza. Une grande partie de la population de Gaza continue de souffrir d'une insécurité alimentaire grave, et trop de personnes sont au bord de la famine. Plus de 80 % des établissements d'enseignement de Gaza, y compris les 12 universités de l'enclave, ont été endommagés ou détruits. Cela comprend des écoles de l'ONU où des civils déplacés avaient trouvé refuge, et dont certaines sont situées dans des zones désignées comme sûres. Un très grand nombre des bâtiments de l'enclave auraient été endommagés ou détruits, y compris des mosquées et des églises.

Les souffrances dont nous sommes témoins depuis 11 mois sont une conséquence directe de la campagne militaire qui se poursuit. Les civils et les biens indispensables à leur survie sont activement pris pour cible. Le personnel des Nations Unies et les travailleurs humanitaires ne sont pas épargnés. Les opérations humanitaires de l'ONU ne tiennent qu'à un fil. Depuis octobre 2023, environ 280 membres du personnel des Nations Unies et travailleurs humanitaires ont été tués.

Ces statistiques glaçantes reflètent le non-respect du droit international et du droit international humanitaire. Aucun mécanisme de notification humanitaire ou de déconfliction ne peut fonctionner dans un tel contexte.

Le risque d'épidémie d'une variante de la poliomyélite à Gaza, qui vient d'être évoqué par le docteur Ryan, est tout aussi alarmant. Malte apporte son plein appui aux efforts déployés par l'Organisation mondiale de la Santé et l'UNICEF pour vacciner 650 000 enfants de moins de 10 ans. Néanmoins, face à l'absence d'un cessez-le-feu global et étant donné que les garanties de sécurité ne sont pas respectées scrupuleusement, les enfants pourraient être exposés à des dangers en se rendant dans des établissements de santé.

Nous nous devons de mentionner l'évolution inquiétante de la situation en Cisjordanie. La situation humanitaire désastreuse, aggravée par les attaques incessantes contre les villes du nord de la Cisjordanie dans le cadre de l'opération israélienne, est extrêmement préoccupante. Il est impératif que le droit international des droits humains et le droit international humanitaire soient respectés en toute circonstance.

Nous avons adopté quatre résolutions (résolutions 2712 (2023), 2720 (2023), 2728 (2024) et 2735 (2024)) sur ce conflit depuis octobre dernier. Nous y demandons que l'accès humanitaire soit facilité, que les civils soient protégés et qu'un cessez-le-feu permanent soit instauré. Malgré les informations faisant état de l'imminence d'un cessez-le-feu, l'appui politique, l'armement et les massacres se poursuivent. Tant que l'impunité persistera, la situation ne changera pas. Cependant, il existe un moyen de sortir de ce cauchemar. Cela commence par la mise en œuvre pleine, immédiate et effective des résolutions pertinentes du Conseil et des ordonnances de la Cour internationale de Justice. Les résolutions 2712 (2023), 2720 (2023), 2728 (2024) et 2735 (2024) exigent sans équivoque qu'Israël permette l'acheminement sans entrave de l'aide à Gaza, protège les civils et les infrastructures civiles, et accepte un cessez-le-feu, en vue d'instaurer une paix durable. Israël doit permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire.

Pour terminer, nous remercions toutes les organisations humanitaires et tous les travailleurs humanitaires et nous rendons hommage à leurs efforts inlassables dans des conditions particulièrement difficiles. Nous renouvelons notre appel sans équivoque à un cessez-le-feu immédiat et permanent et à la libération urgente et sans condition de tous les otages à Gaza. Les retards, diversions et autres faux-fuyants ne peuvent plus être tolérés. Ce n'est que lorsqu'ils cesseront que nous pourrions commencer à nous

attaquer aux causes profondes et à garantir une paix juste et durable pour les peuples de Palestine et d'Israël.

**M. de Rivière (France) :** Je remercie M<sup>me</sup> Msuya et le docteur Ryan pour leurs interventions.

La situation humanitaire à Gaza continue de se détériorer inexorablement. Elle est devenue intenable. Les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales ne sont plus en mesure de poursuivre leurs opérations. Les ordres d'évacuation qui se multiplient ont des conséquences désastreuses pour les populations et contraignent toujours davantage le travail des acteurs humanitaires.

Il est impératif, plus que jamais, de garantir un accès humanitaire complet, et par toutes les voies possibles, afin que les populations puissent être secourues, comme le demandent les résolutions 2712 (2023) et 2720 (2023) du Conseil, et comme l'exige le droit international humanitaire. La France condamne les tirs israéliens sur un véhicule du Programme alimentaire mondial le 28 août, qui ont conduit à la suspension des activités de cette organisation. Israël doit mettre en œuvre un système de déconfliction efficace, via des pauses humanitaires, et accorder toutes les autorisations nécessaires aux programmes et agences humanitaires. Le démarrage de la campagne de vaccination contre la poliomyélite, fin août, n'est pas négociable.

Le désastre humanitaire en cours nous rappelle chaque jour que cette guerre doit s'arrêter. Le rôle du Conseil est de rétablir la paix et la sécurité. La crise humanitaire est la conséquence des combats, y mettre un terme est la seule réponse possible. La France soutient les efforts de médiation des États-Unis, de l'Égypte et du Qatar, et elle appelle les parties à faire les compromis nécessaires pour permettre qu'un cessez-le-feu soit mis en place, afin que l'aide humanitaire afflue massivement et que les otages soient libérés.

Dans un contexte d'extrêmes tensions, la France condamne tout acte de provocation et toute mesure unilatérale, à Jérusalem comme en Cisjordanie. Les autorités israéliennes ont la responsabilité de faire respecter le statu quo historique sur les Lieux saints, en respectant le rôle spécifique de la Jordanie.

La France condamne la politique de colonisation. Celle-ci est contraire au droit international. Elle demande à Israël de prendre toutes les mesures qui s'imposent face aux attaques inacceptables de colons contre la population palestinienne de Cisjordanie. La France est alarmée des conséquences de l'opération menée par Israël dans le nord

de la Cisjordanie sur la population et les infrastructures civiles palestiniennes. Elle réaffirme son attachement à la sécurité d'Israël et sa condamnation la plus ferme des attaques terroristes du 7 octobre 2023. Les attaques à la roquette contre Israël doivent cesser.

La situation actuelle rappelle l'urgence de mettre en œuvre la solution des deux États, qui est la seule à même de garantir la stabilité et la sécurité de tous dans la région. À défaut, ce conflit continuera et le Conseil sera confronté indéfiniment à un désastre comme celui auquel on assiste aujourd'hui. La France s'oppose à toute occupation par Israël de la bande de Gaza.

Face à la montée des tensions au Moyen-Orient, le Conseil doit tout faire pour éviter un embrasement régional. La France poursuit ses efforts en ce sens, en lien avec ses partenaires.

**M. Polyanskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous saluons l'initiative de nos collègues britanniques et suisses au Conseil de sécurité, qui ont demandé que la séance d'aujourd'hui soit organisée afin de discuter des conditions de sécurité du personnel des Nations Unies travaillant à Gaza, qui se détériorent de jour en jour. Nous remercions la représentante du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le représentant de l'Organisation mondiale de la Santé, M<sup>me</sup> Joyce Msuya et le docteur Michael Ryan, respectivement, de leurs évaluations franches de la situation dans le Territoire palestinien occupé, y compris la bande de Gaza et la Cisjordanie.

Nous sommes extrêmement préoccupés par l'émergence d'informations selon lesquelles l'ONU pourrait cesser ses travaux dans la bande de Gaza. Nous considérons que le Conseil de sécurité ne doit ménager aucun effort pour éviter que cela ne se produise. Et il est clair que certains responsables politiques israéliens se féliciteraient d'un tel scénario. Dans le même temps, pour autant que nous puissions en juger, les travailleurs humanitaires eux-mêmes sont déterminés à continuer d'accomplir vaillamment leur devoir pour le bien des personnes dans le besoin à Gaza. En définitive, les travailleurs humanitaires sont aujourd'hui les seuls à tenter d'aider la population de Gaza à survivre face aux épreuves sans précédent causées par les actions d'Israël.

Quels que soient les mots que nous utilisons aujourd'hui pour décrire la situation catastrophique dans l'enclave palestinienne, en près d'un an d'escalade, ils ne sont guère plus, désormais, que des formules toutes faites et des clichés. Alors que les membres du Conseil de sécurité se réunissent dans cette salle et prononcent ces mots, en 10 mois de conflit, plus de 40 000 Palestiniens ont été tués et plus de 93 000 autres ont été blessés. Il faut réfléchir

à ces chiffres. Ils représentent l'équivalent de la population d'une ville de taille moyenne. Ces statistiques deviennent particulièrement tragiques lorsqu'on tient compte du fait que la plupart des victimes sont des femmes et des enfants totalement innocents. Malheureusement, aucune lueur d'espoir n'a encore fait son apparition. L'opération militaire israélienne se poursuit, faisant chaque jour plus de morts parmi les civils. Rien qu'entre le 23 et le 26 août, des combats acharnés ont fait 170 morts et 390 blessés parmi les Palestiniens. Les derniers ordres d'évacuation d'Israël – il y en a eu 16 rien qu'au mois d'août – ont concerné 89 % de la bande de Gaza et quelque 90 % de la population. Cette situation pourrait suffire à entraîner un arrêt complet des opérations humanitaires à Gaza, même sans expulser les travailleurs humanitaires sur place.

Rappelons que même le pôle humanitaire des Nations Unies à Deir el-Balah a reçu l'ordre d'évacuer. Nous le savons, c'est là que, en mai, la Coordinatrice de haut niveau de l'action humanitaire et de la reconstruction à Gaza, Sigrid Kaag, avait prévu d'ouvrir un bureau. Cela confirme une fois de plus que les efforts déployés jusqu'ici pour mettre en place un mécanisme d'acheminement de l'aide humanitaire restent purement théoriques, alors que, partout à Gaza, la situation sur le terrain se détériore de manière catastrophique.

Les travailleurs humanitaires accomplissent leur tâche héroïque au péril de leur vie. Nous rendons hommage à leur courage. Il y a deux jours, un véhicule de l'ONU, clairement estampillé, a été la cible de tirs de l'armée israélienne. Heureusement, le personnel qui s'y trouvait n'a pas été blessé mais, d'après les informations qui circulent, cette situation a poussé les responsables du Programme alimentaire mondial à annoncer une interruption temporaire de ses opérations. Si c'est effectivement le cas, les choses s'aggraveront encore, puisque des milliers de personnes ne recevront pas l'aide dont elles ont besoin.

La quasi-totalité de la population gazaouite est contrainte d'errer dans l'enclave à la recherche d'un abri quelconque. Mais, comme l'ont rappelé à plusieurs reprises les représentants du pilier humanitaire de l'ONU, il n'y a aucun endroit sûr à Gaza. Deux millions de personnes prises au piège subissent pilonnage sur pilonnage et endurent des souffrances inimaginables du fait du manque de nourriture, d'eau, de médicaments et d'installations sanitaires inadéquates.

Dans un tel environnement, les épidémies de maladies infectieuses sont une amère réalité. Les informations selon lesquelles, pour la première fois depuis 25 ans, des enfants palestiniens auraient contracté la poliomyélite sont particulièrement préoccupantes. Au cours du

premier semestre, du fait de l'opération militaire israélienne, seuls 21 500 enfants palestiniens ont été vaccinés, le nombre le plus faible de ces dernières années. Dans le même temps, la campagne de vaccination à grande échelle annoncée par l'ONU est menacée. Les travailleurs humanitaires ont certes réussi à livrer 1,2 million de doses de vaccins à Gaza, et ce, malgré la complexité de la situation, mais l'intensification des hostilités, la fréquence des ordres d'évacuation israéliens et les restrictions d'entrée imposées au personnel médical compromettent les efforts déployés pour vacciner des centaines de milliers d'enfants dans la bande de Gaza. Nous appelons la communauté internationale à faire tout son possible pour empêcher la propagation de la poliomyélite à Gaza et à user de toute son influence sur Israël dans ce sens. Dans l'intervalle, il ne faut pas laisser la nécessaire campagne de vaccination contre la poliomyélite éclipser la tâche la plus importante des membres du Conseil de sécurité : parvenir à une cessation des hostilités durable et sans date d'expiration.

La situation en Cisjordanie connaît elle aussi une détérioration catastrophique, d'autant que l'armée de l'air israélienne y intensifie ses raids. Au moins 17 Palestiniens ont été tués durant une opération militaire des Forces de défense israéliennes dans les villes de Jénine, Toubas et Toulkarm, qui a mobilisé 1 000 soldats israéliens et des moyens aériens. Au total, 669 personnes ont été tuées en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023, dont 150 mineurs.

Nous pensons que la communauté internationale doit continuer d'exiger qu'Israël mette fin aussi bien aux déplacements et évacuations forcés qu'aux attaques contre les travailleurs humanitaires, et qu'il mène ensuite des enquêtes pour identifier les responsables. Je rappelle que la mort de 286 agents humanitaires a été signalée dans ce conflit, dont 209 membres du personnel des Nations Unies, et que la plupart d'entre eux, 205, étaient employés de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Et pourtant, nous n'avons toujours aucune information sur d'éventuelles poursuites engagées contre les auteurs de ces crimes, si tant est que des enquêtes soient menées.

Nous avons prévenu dès le départ que toutes les résolutions humanitaires, y compris la résolution 2720 (2023), étaient vouées à rester lettre morte tant qu'un cessez-le-feu global et inconditionnel ne serait pas instauré dans la bande de Gaza, et c'est exactement ce qui se passe. Objectivement, les travailleurs humanitaires ne sont pas en mesure de travailler là où les hostilités sont actives. Ils ne peuvent pas tenir tête à l'armée, ils ne peuvent même pas se défendre, et encore moins remplir leur mandat de fournir une aide humanitaire. Moralement, le Conseil n'a

pas le droit d'exiger qu'ils sacrifient leur vie s'il ne fait rien pour obliger les parties à cesser les hostilités.

Je voudrais rappeler que la Russie, dès le 16 octobre 2023, a été le premier pays à présenter un projet de résolution (S/2023/772) énonçant cette exigence. Toutefois, une délégation, couvrant son principal allié au Moyen-Orient, bloque depuis 10 mois, comme nous le savons, toute avancée réelle dans ce sens au Conseil, obligeant en l'occurrence tous les membres du Conseil à devenir complices du châtimement collectif des Palestiniens.

Il y a exactement une semaine, ici même (voir S/PV.9711), nous avons entendu la Représentante permanente des États-Unis nous assurer fallacieusement, une nouvelle fois, qu'un accord de cessez-le-feu était à portée de main et que nous devons tous faire pression sur le Hamas si nous voulions qu'il se concrétise. Il s'est avéré, mais ce n'est plus une surprise pour personne, que ces assertions étaient aussi éloignées de la réalité que la résolution sur Gaza adoptée le 10 juin à l'initiative des États-Unis, pour appuyer ce qu'on a appelé le « plan Biden » (résolution 2735 (2024)). La Russie s'était alors abstenue dans le vote, mais les autres membres du Conseil se sont ralliés à un texte délibérément trompeur qui affirmait qu'Israël aurait accepté les termes proposés de ce prétendu accord. Pendant tout ce temps, les États-Unis n'ont même pas pris la peine d'informer le Conseil des paramètres de l'accord, se contentant d'exiger que le Conseil approuve sans condition ce plan vendu chat en poche et qu'il fasse pression sur le Hamas.

En fin de compte, Israël n'avait pas accepté cet accord et il n'accepte pas non plus d'arrêter son opération aujourd'hui. Qui plus est, il avance toujours plus d'exigences qui, entre autres, menacent d'effriter tout le système d'accords conclus dans la région. Et nos collègues américains, au lieu de remettre les Israéliens à leur place, font malheureusement leur jeu en modifiant les paramètres d'un cessez-le-feu à Gaza pour plaire à Jérusalem-Ouest. Je rappelle que le Conseil de sécurité n'a pas consenti à une reconfiguration des paramètres des accords énoncés dans la résolution 2735 (2024).

En conséquence, même la première phase de désescalade, telle que définie dans la résolution 2735 (2024), ne peut être concrétisée, sans parler du retrait total des troupes israéliennes de la bande de Gaza et de la restauration des infrastructures détruites dans l'enclave. Ainsi, ce document, qui reposait à l'origine sur un consentement israélien allégué fallacieusement, a, de fait, perdu toute pertinence. Nous devons à présent envisager les mesures concrètes que le Conseil doit prendre pour obtenir et faire



appliquer un cessez-le-feu à Gaza, qu'Israël le veuille ou non. Le Conseil a tous les outils dont il a besoin ; ce qu'il lui faut, c'est la volonté politique de s'en servir. À défaut, il se verra cantonné au Moyen-Orient à un rôle peu enviable de figurant dans les intrigues géopolitiques de Washington, qui tente par tous les moyens de remplacer un règlement complet du conflit palestino-israélien par des « accords du siècle » boiteux dont il est le seul coordonnateur. Nous nous en souvenons tous, c'est précisément la volonté des États-Unis de monopoliser le processus de paix au Moyen-Orient et de le remodeler au goût d'Israël qui a conduit aux événements tragiques auxquels nous assistons aujourd'hui.

Nous appelons le Conseil à agir dans le respect de son mandat et à ne pas se laisser entraîner par les États-Unis et Israël. L'objectif capital est de faire cesser, rapidement et durablement, le bain de sang dans la bande de Gaza, en mettant en place les mécanismes de surveillance idoines dans le cadre d'un mandat du Conseil et, le cas échéant, des mécanismes d'application qui veilleront au respect du cessez-le-feu. Cela permettra à l'avenir de relancer le processus visant à parvenir à un règlement pacifique de la question palestinienne sur une base internationalement reconnue en vue de créer un État palestinien indépendant et souverain dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, coexistant dans la paix et la sécurité avec Israël.

Chaque jour qui passe alors que nous restons les bras croisés à attendre les résultats de la diplomatie bilatérale sur le terrain tant claironnée se paie par la mort de dizaines, voire de centaines de civils palestiniens. Il n'y aura pas de miracles. Seule une action décisive et immédiate de la communauté internationale, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, pourra changer la situation. Nous sommes prêts à coopérer avec toutes les parties qui partagent et font leurs ces approches.

**M. Gaouaoui** (Algérie) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier M<sup>me</sup> Joyce Msuya et le docteur Michael Ryan de leurs exposés détaillés. Comme d'autres, ces deux interventions reflètent malheureusement la tragique réalité résultant de l'incapacité de la communauté internationale à assurer le respect de l'état de droit dans les territoires palestiniens occupés et montrent de façon incontestable l'ampleur de la barbarie et de la brutalité que subissent les Palestiniens du fait d'une occupation qui enfreint toutes les règles et viole toutes les normes.

L'Algérie souligne que seul un cessez-le-feu permettra de remédier véritablement à la situation humanitaire catastrophique dans les territoires palestiniens occupés. Nous appelons donc une fois de plus à un cessez-le-feu immédiat et permanent et demandons que l'occupant israélien réponde de ses crimes et des violations systématiques

et flagrantes du droit international humanitaire qu'il commet en empêchant l'aide humanitaire et en prenant pour cible les travailleurs humanitaires. Il ne s'agit pas de faits isolés ni d'erreurs commises par quelques individus, mais bien d'une politique adoptée par l'occupant israélien pour tuer tout espoir dans le cœur des Palestiniens, les humilier et saper l'ordre public à Gaza.

Alors que 96 % des habitants de Gaza sont confrontés à un risque de famine et que plus de 50 000 enfants doivent être traités pour malnutrition, l'occupant israélien a émis un ordre d'évacuation à Deir el-Balah. Il s'agit du seizième ordre d'évacuation émis au cours du mois d'août, durant lequel 260 000 personnes ont été déplacées, et ce pour la énième fois. Cependant, cette fois-ci, elles sont évacuées et déplacées d'une zone considérée comme un centre d'opérations humanitaires. Cela montre que l'occupant israélien ne se soucie pas du sort des Palestiniens, des travailleurs humanitaires ou du personnel des Nations Unies. Le déplacement forcé et la prise pour cible des travailleurs humanitaires, dont au moins 297 ont été tués à Gaza jusqu'à présent, sont des crimes de guerre à part entière. Nous devons tous œuvrer pour que les responsables répondent de leurs actes. Les travailleurs humanitaires ne sont pas obligés de risquer leur vie pour apporter une assistance aux personnes dans le besoin, et il est de notre devoir d'assurer leur protection et de leur permettre d'accomplir leur noble mission sans crainte ni menace.

La campagne de vaccination des enfants de Gaza contre la poliomyélite va bientôt commencer. Cette maladie avait été éradiquée dans la bande de Gaza il y a plus de 25 ans, mais la machine de destruction israélienne a provoqué son retour, tout comme elle a provoqué l'effondrement du système de santé à Gaza en prenant délibérément pour cible les hôpitaux et les équipes de soins de santé. Nous devons donc tirer la sonnette d'alarme face au risque de propagation de maladies et d'épidémies, y compris le choléra, d'autant plus que certaines zones de Gaza sont inondées d'eaux usées et que les déchets solides s'accumulent en raison de l'absence de services de base depuis le début de l'agression israélienne. Nous ne devons pas oublier que c'est l'agression israélienne qui est à l'origine de la menace de propagation de ces maladies à Gaza et qu'en tant que Puissance occupante, Israël a la responsabilité de garantir la sécurité des personnes participant à la campagne de vaccination et le succès de celle-ci. Nous mettons en garde contre toute obstruction ou prise pour cible des personnes participant à la campagne.

À cet égard, mon pays souhaite remercier l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) du

rôle qu'ils ont joué dans l'organisation de cette opération qui permettra de vacciner plus de 640 500 enfants palestiniens. Nous reconnaissons les circonstances difficiles dans lesquelles leur personnel travaille, et nous saluons leur détermination à accomplir leurs tâches malgré tous les problèmes. Mon pays souligne également le rôle fondamental que joue l'UNRWA pour garantir le succès de la campagne de vaccination, puisqu'il participe à toutes les phases de cette opération. L'Office devrait être en mesure de vacciner 40 % des enfants de Gaza.

En tant que pilier de l'action humanitaire à Gaza, l'UNRWA ne peut être remplacé, même si certains tentent de le contourner ou de minimiser son rôle. Plus d'un millier de ses employés participeront à la campagne de vaccination. Toutefois, cet effort important nécessite un cessez-le-feu. Les mécanismes de désescalade sont inefficaces et ne fonctionnent pas à Gaza. Nous soulignons donc l'importance d'un cessez-le-feu immédiat afin de permettre aux travailleurs humanitaires d'accomplir leurs tâches. La campagne de vaccination doit être couronnée de succès et nous devons veiller à ce que les conditions nécessaires à sa réussite soient réunies.

Pour terminer, le Conseil de sécurité a l'obligation de protéger les Palestiniens, de mettre fin à l'oppression de l'occupation israélienne et de trouver une solution durable et juste à la question palestinienne. Le génocide à Gaza, l'escalade en Cisjordanie et la profanation continue de la mosquée Al-Aqsa par les autorités d'occupation ont pour but d'éliminer toute possibilité de créer un État palestinien. Par conséquent, la communauté internationale, et en particulier le Conseil de sécurité, doit réagir en prenant des mesures pratiques et efficaces pour garantir la création d'un État palestinien avec Al-Qods al-Charif comme capitale. C'est la seule façon de garantir une paix juste et permanente dans la région.

**M. Yamazaki (Japon) (*parle en anglais*) :** Tout d'abord, je remercie les délégations britannique et suisse d'avoir proposé la tenue de cette séance qui tombe à point nommé. J'exprime également ma gratitude à la Secrétaire générale adjointe par intérim, M<sup>me</sup> Msuya, et au Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale de la Santé, le docteur Ryan, de leurs exposés qui donnent à réfléchir.

Le situation humanitaire à Gaza est indescriptible. Les ordres d'évacuation répétés ont laissé les Palestiniens entassés dans des conditions invivables, privés des produits de base et de leur dignité. Les prétendues zones de sécurité n'ont de sécurité que le nom.

Les travailleurs humanitaires et le personnel des Nations Unies doivent être protégés en permanence. Il

faut insister tout particulièrement sur ce point, alors que les opérations de vaccination sont sur le point de commencer. Pourtant, ils sont exposés à des risques intolérables. Il est totalement inacceptable que les véhicules d'aide des Nations Unies à Gaza continuent d'être la cible de tirs.

Le Japon déplore qu'un véhicule du Programme alimentaire mondial (PAM) transportant des marchandises humanitaires vers le centre de Gaza ait été touché par des tirs en début de semaine, ce qui a entraîné la suspension des opérations vitales du PAM. De toute évidence, les mécanismes de déconfliction sont encore largement insuffisants. Nous sommes également très préoccupés par le fait que les Forces de défense israéliennes ont récemment donné un préavis de quelques heures à plus de 200 membres du personnel des Nations Unies pour qu'ils quittent Deir el-Balah, entravant ainsi le fonctionnement d'un pôle humanitaire crucial à un moment critique.

Le Japon se réjouit d'apprendre aujourd'hui qu'un accord a été conclu sur une série de pauses de courte durée dans les combats afin de permettre la vaccination de la population de Gaza contre la poliomyélite. Tous les acteurs doivent s'efforcer de garantir l'acheminement sûr et rapide des vaccins, en particulier pour les enfants. Le début de la campagne de vaccination ne change rien au fait qu'un cessez-le-feu immédiat et permanent et une aide humanitaire à grande échelle sont absolument nécessaires. Nous appuyons pleinement la déclaration conjointe publiée plus tôt ce mois-ci par les dirigeants des États-Unis, de l'Égypte et du Qatar, ainsi que les efforts diplomatiques déployés par ces trois pays. Nous appelons toutes les parties, en particulier le Hamas, à conclure enfin un accord conforme à la résolution 2735 (2024). Un échec à cet égard prolongerait l'agonie de tous les habitants de Gaza, y compris les otages.

Cela risque également d'aggraver l'instabilité, comme en témoignent l'opération israélienne lancée mercredi en Cisjordanie et l'escalade des hostilités entre Israël et le Hezbollah de part et d'autre de la Ligne bleue au cours du week-end. Nous exhortons toutes les parties, en particulier celles de la région, à faire preuve de la plus grande retenue. Une fois de plus, nous répétons qu'un cessez-le-feu doit être instauré dès maintenant afin de permettre la libération des otages, l'acheminement d'une aide humanitaire en quantité suffisante et l'apaisement de la situation à Gaza et au-delà.

**Le Président (*parle en anglais*) :** Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Sierra Leone.

Je remercie le Royaume-Uni et la Suisse d'avoir demandé la tenue de cette séance. Je remercie également la Secrétaire générale adjointe par intérim, M<sup>me</sup> Joyce Msuya, et le Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale de la Santé, le docteur Mike Ryan, de leurs précieux exposés, qui donnent à réfléchir, dans un contexte marqué par l'incertitude et l'évolution rapide de la situation dans la bande de Gaza et dans le Territoire palestinien occupé.

Des informations récentes en provenance du Territoire palestinien occupé font état d'un fort sentiment de peur et de désespoir, non seulement parmi les Palestiniens, mais aussi parmi les travailleurs humanitaires qui, depuis 11 mois, mènent leurs activités dans des conditions très difficiles, au péril de leur sûreté et de leur sécurité.

Nous sommes vivement préoccupés par les faits signalés en Cisjordanie, qui reste une cible privilégiée des Forces de défense israéliennes (FDI). L'opération militaire massive menée hier par les FDI aurait coûté la vie à plus de 10 civils et fait de nombreux blessés dans le camp de Toulkarm et dans d'autres lieux.

La situation humanitaire continue de se détériorer et cela rend les opérations de l'ONU et du personnel humanitaire encore plus difficiles. Le dernier ordre d'évacuation émis par les FDI à l'intention de l'ONU le 25 août, ordonnant l'évacuation de quelque 200 membres du personnel de leurs bureaux et lieux de résidence à Deïr el-Balah, une localité considérée comme un pôle humanitaire crucial, a semé une peur et une panique généralisées. Selon les informations disponibles, cet ordre concernerait 15 locaux de l'ONU et d'organisations non gouvernementales, ainsi que quatre entrepôts de l'ONU.

Comme l'a indiqué le docteur Ryan et comme l'ont déclaré à juste titre l'ONU et d'autres organismes humanitaires, ces actions sont particulièrement préoccupantes à ce stade, alors que la communauté humanitaire s'apprête à lancer deux phases d'une campagne massive de vaccination contre la poliomyélite dans la bande de Gaza pour les plus de 640 000 enfants vulnérables à l'infection par le poliovirus de type 2.

En outre, comme l'a expliqué la Secrétaire générale adjointe par intérim, M<sup>me</sup> Msuya, et comme l'a indiqué le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 16 ordres d'évacuation ont été émis au cours du seul mois d'août, touchant directement environ 12 % de la population de Gaza. Au total, depuis le 7 octobre 2023, 88,5 % de la bande de Gaza a fait l'objet d'un ordre d'évacuation et, pour la plupart des zones de Gaza, cela s'est produit à plusieurs reprises.

La persistance des hostilités et de l'insécurité continue d'aggraver les souffrances humaines, de créer des troubles sociaux et d'exacerber les traumatismes, l'instabilité régionale et les tensions mondiales, ce qui a des conséquences désastreuses pour les civils, notamment les femmes et les enfants, en particulier les malades, les femmes enceintes, les mères allaitantes et leurs bébés.

L'effet destructeur de ce conflit prolongé sur les infrastructures civiles critiques, en particulier les hôpitaux et les centres médicaux, ainsi que sur les installations énergétiques, d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées, associé à des obstacles et des entraves administratives et physiques délibérément érigés par l'homme, complique de plus en plus les interventions humanitaires.

Comme le Coordonnateur spécial Tor Wennesland l'a déclaré à la séance d'information de la semaine dernière,

« [s]i on laisse ces conditions inacceptables perdurer, les opérations humanitaires à Gaza continueront d'être insuffisantes face aux énormes besoins de la population ». (*S/PV.9711*, p. 2)

C'est désormais une réalité à laquelle il faut remédier immédiatement.

Compte tenu de ce qui précède, la Sierra Leone souhaite souligner plusieurs points.

Premièrement, nous appelons l'attention des parties au conflit sur le paragraphe 13 de la résolution 2720 (2023), qui

[e]xige de toutes les parties au conflit qu'elles prennent l'ensemble des dispositions nécessaires pour assurer la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, du personnel des institutions spécialisées des Nations Unies et de toutes les autres personnes participant à des activités de secours humanitaires, conformément au droit international humanitaire, sans préjudice de leur liberté de circulation et d'accès, insiste sur la nécessité de ne pas entraver ces efforts et rappelle que le personnel chargé des secours humanitaires doit être respecté et protégé ».

C'est pourquoi nous condamnons l'attaque des FDI contre un convoi du Programme alimentaire mondial signalée dans la bande de Gaza et réaffirmons la nécessité de mettre en place des mécanismes de déconfliction efficaces.

Deuxièmement, la Sierra Leone appuie fermement l'appel lancé par le Secrétaire général et les organismes humanitaires en faveur d'une pause humanitaire

immédiate qui permettra de mener à bien les deux phases de la campagne de vaccination contre la poliomyélite, sans entrave et sans interruption. Nous rejetons également toute forme de désinformation et de mésinformation sur l'efficacité des vaccins. Ces messages font peser une grave menace sur la santé publique et sapent les efforts de vaccination au niveau mondial.

Troisièmement, nous condamnons les opérations militaires menées par Israël en Cisjordanie, d'autant plus que la Cour internationale de Justice a déclaré on ne peut plus clairement que l'occupation et l'annexion des territoires palestiniens par Israël étaient illégales.

Nous restons fermement attachés aux efforts diplomatiques en cours, avec l'espoir que l'engagement dont font preuve les médiateurs, l'Égypte, le Qatar et les États-Unis, contribuera bientôt à régler les différends qui subsistent et aboutira, à terme, à un accord qui garantira un cessez-le-feu permanent, la libération des otages et l'acheminement sans entrave d'une aide humanitaire.

Je conclurai en rappelant aux parties au conflit qu'elles doivent respecter pleinement les obligations que leur impose le droit international, y compris le droit international humanitaire. Nous soulignons également qu'il est impératif de faire respecter le principe de responsabilité. La Sierra Leone s'engage à appuyer pleinement toutes les initiatives importantes visant à s'attaquer aux causes immédiates et à long terme de ce conflit, de manière à ouvrir la voie à l'horizon politique d'une solution prévoyant deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix, la sécurité et la stabilité.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Le représentant des États-Unis a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

**M. Wood** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je m'excuse de reprendre la parole, mais je dois répondre aux observations qui ont été faites par le représentant de la Fédération de Russie.

La longue déclaration de notre collègue russe ne s'est guère distinguée que par la traditionnelle politisation de ce conflit tragique à Gaza. Il a débité son habituelle rhétorique anti-américaine, résonnant comme le représentant d'un État aigri, en colère et en quête d'attention, qui, soit dit en passant, est en pleine guerre d'agression contre le peuple ukrainien, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies.

Pour être tout à fait franc, son pays ne contribue en rien au règlement du conflit à Gaza et semble ne pas en appréhender toutes les complications. Au lieu de cela, il

dénigre le travail des États-Unis, du Qatar et de l'Égypte, qui déploient des efforts courageux pour mettre fin à ce conflit. Ainsi, tandis que lui et son gouvernement poursuivent leur diatribe anti-américaine vide de sens, nous et nos partenaires égyptiens et qatariens nous efforcerons de mettre véritablement fin à la guerre extrêmement tragique à Gaza et de ramener les otages chez eux.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

**M. Polyanskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je me dois de réagir à la crise de nerfs de mon collègue américain.

Nous sommes bien sûr habitués à ce que les États-Unis tentent de rejeter la faute sur les autres en toute circonstance. Je voudrais toutefois que mon collègue des États-Unis nous fournisse des détails sur ce sur quoi il se base pour affirmer que la Fédération de Russie n'a rien fait pour prévenir le conflit à Gaza et y mettre fin.

Je voudrais rappeler que dès le 16 octobre 2023, la Fédération de Russie a déposé un projet de résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat. Le 18 octobre 2023, sa délégation a opposé son veto à cette exigence pour la première fois. Au total, la délégation des États-Unis a opposé cinq veto. Un total de 40 000 civils et de cinq veto, voilà le coût concret de ce qu'ils font.

Mon collègue affirme qu'il mène des négociations fructueuses pour parvenir à un accord entre le Hamas et Israël. Il mène en effet des négociations, mais elles sont totalement infructueuses. Depuis lors, 3 000 Palestiniens supplémentaires ont été tués. Tel est le coût exact des paroles et des atermoiements du représentant des États-Unis. Il pourrait peut-être au moins prendre la peine de nous expliquer dans cette salle quels sont les amendements à l'accord avec le Hamas que les États-Unis proposent, des amendements destinés à donner satisfaction à Israël et dont nous ne savons rien. Nous avons exigé à plusieurs reprises qu'il nous fournisse ces informations, car la résolution 2735 (2024) contient des paramètres très concrets que nous devons respecter. Pendant tout ce temps, il a induit le Conseil en erreur. Aurait-il l'amabilité de répondre à ma question ?

**Le Président** (*parle en anglais*) : Le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

**M. Wood** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, et je vous présente mes excuses une fois de plus.



Mon collègue russe — lui ou le Représentant permanent de son pays — a participé à toutes ces discussions dans cette salle. Il sait exactement quelles étaient nos positions à l'égard de chacune des résolutions, ce sur quoi nous avons insisté et ce qui, selon nous, serait vraiment nécessaire pour progresser effectivement dans nos efforts visant à mettre fin à la guerre. Je n'ai donc pas besoin de m'asseoir ici et de lui expliquer pourquoi les États-Unis ont fait ce qu'ils ont fait en ce qui concerne ces résolutions. Il le sait très bien, et je pense que toutes les personnes présentes dans cette salle le savent, car nous avons été très clairs à ce sujet.

Ce que nous tentons de faire sur le terrain avec nos partenaires égyptiens et qatariens, c'est de prendre ce cadre qui a été accepté par Israël et, d'après ce que nous comprenons, par le Hamas, et de nous assurer que nous puissions le mettre pleinement en œuvre. Le problème, ici, c'est la mise en œuvre. Le cadre existe. C'est la mise en œuvre qui pose problème, et le Hamas a changé d'avis à de très nombreuses reprises sur certaines des mesures qui avaient été convenues précédemment. Ainsi, ce que nous tentons de faire, c'est de combler effectivement ces lacunes et de travailler avec les parties pour y parvenir.

Il peut donc s'asseoir ici et critiquer les États-Unis pour toutes les mesures qu'ils ont prises ou n'ont pas prises, mais nous nous sommes engagés dès le début, et honnêtement, nous avons fait davantage que ce que son gouvernement a fait pour essayer de mettre fin à la guerre. Et nous continuerons à travailler. Il peut bien s'asseoir là et profiter d'une nouvelle occasion, comme il le fait à chaque

fois, pour attaquer les États-Unis pour telle ou telle raison. C'est son droit. Mais nous allons nous atteler à cette tâche sérieuse et essayer de mettre fin au conflit, au lieu de rester assis ici et blâmer le monde entier pour ce qu'il se passe. Il s'agit d'un conflit très profond, très complexe et de longue date, et nous travaillons, et avons travaillé, plus dur que son gouvernement ne l'a jamais fait pour tenter de mettre fin à ce conflit global. Je lui recommanderais donc, ainsi qu'à son gouvernement, ce qui suit : s'ils veulent apporter une contribution concrète, qu'ils le fassent. Sinon, qu'ils se taisent.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

**M. Polyanskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais dire à mon cher collègue américain de garder pour lui ses recommandations à mon égard et à l'égard de mon gouvernement et de faire enfin ce que les États-Unis devraient faire, à savoir ne pas entraver les efforts du Conseil de sécurité pour régler la question israélo-palestinienne.

Tout le monde dans cette salle est parfaitement conscient du fait que ce sont les États-Unis qui portent la responsabilité principale de ce qu'il se passe actuellement à Gaza. Un total de 40 000 morts parmi les civils n'est pas un simple chiffre amorphe : il s'agit de tragédies humaines concrètes. Si mes autres collègues n'ont pas le courage de le lui dire en face, je n'ai aucun problème à le faire. Il n'a qu'à l'assumer.

*La séance est levée à 16 h 55.*